

qui visent à réduire de part et d'autre les armes nucléaires, et j'entends par là une limitation mutuelle sous surveillance. On pourrait aussi étudier des conventions relatives à la réduction graduelle et mutuelle des forces armées, ainsi que des garanties étendues de sécurité pour les pays, tant de l'Europe orientale que de l'Europe occidentale. Si je donne cette liste partielle, cela ne veut pas dire que le Canada ait adopté une attitude ferme ou rigide à l'égard de telle mesure précise. Il s'agit ici des objectifs en général. J'espère bien que ces questions, et d'autres encore, seront étudiées à une réunion des ministres de certaines puissances de l'OTAN, ou des puissances d'occupation de l'OTAN, qui se tiendra vers la mi-mars. Je le répète et j'y insiste: nous ne devons pas adopter une attitude négative; mais en même temps, nous devrions avoir des buts très précis au sujet du règlement des questions dont j'ai parlé. Toute proposition, cependant, doit être considérée en fonction de certaines visées et des objectifs sur lesquels se fondent les intérêts occidentaux. Je pense surtout (et j'y reviens) à la liberté des deux millions et demi de personnes à Berlin. Nous ne devons pas compromettre leur sort. Nous devons viser à obtenir, avec des sauvegardes et avec certaines mesures propres à favoriser la sécurité européenne, le rétablissement d'une Allemagne libre dans une Europe libre et sans entraves. Monsieur l'Orateur, aucune proposition ne devrait être acceptée qui aurait pour effet de changer l'équilibre de la sécurité militaire au détriment de l'Ouest.

Je tiens à dire ici combien il est pénible que le secrétaire d'État américain, M. John Foster Dulles, ait été terrassé par la maladie. Tous les membres de la Chambre s'associeront sans doute à moi pour lui souhaiter un prompt et complet rétablissement. Je lui rends hommage, car il a consacré sa carrière d'homme public à la poursuite d'une entente honorable entre l'Est et l'Ouest. J'admire personnellement ses qualités de force et de courage. Je puis signaler à la Chambre, monsieur l'Orateur, que sa récente visite à Londres, à Paris et à Bonn, juste avant son entrée à l'hôpital, a aidé sensiblement à coordonner les vues de l'Ouest, à identifier les intérêts fondamentaux de l'Ouest, à protéger, à préciser clairement les objectifs à poursuivre dans toute négociation avec l'Union soviétique.

Après avoir mentionné M. Dulles, — non par devoir mais avec une sincérité profonde, — je dois dire que nous applaudissons à la visite actuelle en Union soviétique de M. Macmillan, premier ministre du Royaume-Uni. Il semble que l'accueil dont il a été l'objet n'ait pas été partout extrêmement chaleureux, mais pour nous sa visite peut avoir une haute signification, car elle fournit à M. Macmillan une occasion opportune de préciser aux dirigeants soviétiques que les pays de l'Ouest cherchent vraiment un terrain commun, mais qu'ils n'entendent pas être intimidés par l'agressivité qui caractérise souvent les déclarations émanant de l'URSS.

Le premier ministre Macmillan a montré clairement au Royaume-Uni et à ses alliés de l'OTAN qu'il ne se trouve pas en Russie pour négocier, mais plutôt pour échanger des opinions et travailler à mieux concilier les deux points de vue opposés. Je suis sûr que tous les députés ont confiance qu'il peut réussir dans ce domaine et même dans des domaines plus vastes. Nos meilleurs vœux l'accompagnent aujourd'hui dans son voyage.